



# Le positionnement de la Turquie

## État de la question concernant un « allié musulman » au sein de l'OTAN

Luk Sanders<sup>1</sup>

*Le Centre d'études de sécurité et de défense (CESD) de l'Institut royal supérieur de défense publie occasionnellement de brèves analyses portant sur l'actualité dans ses e-Notes. À l'instar de toutes nos publications, elles sont disponibles sur notre site Internet [www.irsd.be](http://www.irsd.be).*



Le préambule du traité de l'Atlantique nord dispose que « [l]es États parties au présent Traité [sont d]éterminés à sauvegarder la liberté de leurs peuples, leur héritage commun et leur civilisation, fondés sur les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit ». Comment interpréter à l'heure actuelle l'attitude de la Turquie concernant « les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit » ? Ankara est-elle en effet encore déterminée à sauvegarder la liberté ? En tout cas, l'OTAN a, peu après le coup d'État manqué du 15 juillet 2016, réaffirmé dans un communiqué de presse au sujet de la Turquie que « [s]on statut de membre de l'OTAN n'est pas remis en question. [...] Le secrétaire général de l'OTAN s'est entretenu [...] avec le président

Erdoğan, et il a [...] réaffirmé son plein soutien aux institutions démocratiques turques. »<sup>i</sup>

Selon l'association « Comité pour la protection des journalistes », active au niveau mondial, la Turquie est devenue le pays dans lequel, de loin, le plus grand nombre de journalistes se retrouvent derrière les barreaux en raison de leurs activités professionnelles. Cependant, un an après le coup d'État, le secrétaire général de l'OTAN affirmait encore que « [l]a démocratie et l'état de droit sont des valeurs que les pays de l'Alliance partagent. À l'occasion du premier anniversaire de la tentative de coup d'État en Turquie, je souhaiterais réitérer un message fort, à savoir que toute tentative visant à fragiliser la démocratie dans quelque pays de l'Alliance que ce soit est inacceptable. »<sup>ii</sup> Dans la première de ces deux phrases, Jens Stoltenberg exprimait encore, de manière implicite, sa confiance en la teneur démocratique des membres de l'OTAN, y compris de la Turquie. Dans la seconde, il *semblait* également prendre la défense de la Turquie mais, à y regarder de plus près, son « message fort » s'adresse à tout le monde... La Turquie n'est-elle pas en train de fragiliser sa propre

<sup>1</sup> Chercheur au Centre d'études de sécurité et de défense (CESD) de l'Institut royal supérieur de défense (IRSD). Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du ministère de la Défense ou de l'Institut royal supérieur de défense.

démocratie ? Depuis le coup d'État avorté et les mesures prises en réaction, les tensions se sont avivées entre la Turquie et les autres membres de l'OTAN. En outre, l'agitation au sein des forces armées turques est telle qu'elle suscite des interrogations quant à ce que, en tant que membres de l'OTAN, nous attendons les uns des autres en matière de démocratie et de droits de l'homme.

Le présent article a pour objet de dresser un état de la question concernant notre allié turc. Nous examinerons tout d'abord l'état actuel des relations entre la Turquie et certains de ses importants alliés au sein de l'OTAN, avant de commenter les récentes réformes des forces armées turques et, enfin, de conclure par la question de la plus-value de la Turquie en tant qu'alliée au sein de l'OTAN.

## Les relations entre la Turquie et certains de ses partenaires au sein de l'OTAN

Face à la situation régnant alors en Irak, la Turquie fit appel à l'OTAN en 2003 en invoquant l'article 4, qui prévoit que « [l]es parties se consulteront chaque fois que [...] l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'une des parties sera menacée ». Elle fut furieuse d'apprendre que la France, l'Allemagne ainsi que la Belgique bloquaient initialement cette demande de mesures d'aide. Lorsque, le 28 juin 2016, un attentat terroriste à l'aéroport Atatürk d'Istanbul fit 45 morts, les alliés occidentaux semblèrent témoigner bien moins de soutien et de solidarité que lors de semblables attentats terroristes perpétrés à Paris ou à Bruxelles ; aucun drapeau turc affiché sur les comptes Facebook en Occident, et encore moins flottant sur la tour Eiffel... à la grande stupéfaction de la Turquie, une fois de plus. Enfin, si le coup d'État raté sembla alors être du pain béni pour Recep Tayyip Erdoğan (lui permettant de mettre le pays à sa botte), ce dernier ne comprend toujours pas pourquoi si peu de témoignages de soutien lui sont venus d'Occident. Après tout, c'est le parlement d'un allié de l'OTAN qui a été bombardé par des F-16 (même si, certes, il s'agit de ses propres F-16...).

Si l'hebdomadaire *European Voice* (désormais *Politico Europe*) décernait encore en 2004 le titre d'« Européen de l'année » à Recep Tayyip Erdoğan (le seul citoyen non-européen à avoir jamais été honoré de ce titre), la popularité du président turc a décliné depuis en Europe, avant de laisser finalement place à la méfiance : l'autoritarisme croissant, l'attitude antioccidentale, les yeux doux à la Russie et la Chine... En Europe, le tournant a essentiellement eu lieu lorsque les manifestations du parc Taksim Gezi et leur répression par les forces de l'ordre se sont étendues à l'ensemble du pays. Le différend entre la Turquie et les États-Unis s'est surtout fait jour lorsqu'il est apparu que les intérêts turcs et américains en Syrie ne concordaient pas. La Turquie n'était pas enchantée de l'accent mis par les États-Unis sur la lutte contre l'EI et de la collaboration avec les Kurdes de Syrie. C'est pour cette raison que Recep Tayyip Erdoğan a refusé jusqu'en 2015 d'ouvrir sa base aérienne d'Incirlik à la coalition formée contre l'EI. Ankara a même accusé Washington de soutenir le coup d'État manqué lorsque les États-Unis ont refusé d'extrader Fethullah Gülen, le cerveau supposé de ce coup d'État. Le référendum d'indépendance organisé au Kurdistan irakien a également confirmé ce que suspectent de nombreux Turcs, à savoir que les États-Unis pilotent la mise en place d'un État kurde indépendant dans la région.

## Le positionnement de la Turquie

### État de la question concernant un « allié musulman » au sein de l'OTAN

Washington a, quant à lui, été choqué par les tractations menées par Erdoğan pour acheter des missiles de défense anti-aérienne chinois et, finalement, russes. Au Congrès des États-Unis, des auditions au sujet de la Turquie ont donné lieu à de vives critiques, des résolutions condamnant les services de sécurité turcs ont été votées et la vente d'armes destinées à la garde personnelle d'Erdoğan a été bloquée. Les tensions sont encore montées d'un cran après l'arrestation d'un collaborateur turc du consulat américain à Ankara, arrestation après laquelle Washington a décidé de suspendre ses services de délivrance de visas en Turquie. Ankara a répliqué par une mesure similaire.

Toutefois, lors de la visite du président turc à New York en septembre 2017, le président américain Donald Trump a affirmé qu'Erdoğan « [était] devenu un de ses amis », ajoutant même : « Je considère désormais que nous sommes plus proches que nous ne l'avons jamais été ». Cette opinion contraste nettement avec celle du Congrès, du Pentagone, des médias américains et de l'opinion publique aux États-Unis, d'autant plus qu'auparavant la police de Washington avait rapporté « une attaque brutale [de Turcs américains] contre des manifestants pacifiques à l'extérieur de la résidence de l'ambassadeur turc » (réclamant la libération d'un pasteur américain de la prison turque où il était incarcéré). C'est surtout le changement d'attitude du Pentagone qui frappe ; auparavant, quoi qu'il pût se passer, le Pentagone s'empressait toujours de défendre Ankara. Or, à l'heure actuelle, les plus fortes critiques américaines à l'encontre de la Turquie semblent provenir des forces armées. L'issue de l'affaire Reza Zarrab, en cours, pourra également avoir une influence notable sur les relations futures entre les deux pays.<sup>iii</sup>

En Europe, c'est avec l'Allemagne que les relations se sont le plus détériorées, mais l'agacement gagne du terrain dans toute l'Union européenne. Dès avant le coup d'État avorté, le Bundestag avait adopté une résolution au sujet du génocide arménien et de l'emprisonnement de journalistes allemands. En outre, lorsqu'en mars 2017, les autorités allemandes ont interdit à des personnalités politiques turques de faire campagne en Allemagne, Erdoğan s'est fendu d'une comparaison avec l'Allemagne nazie. Autre pomme de discorde : l'exigence formulée par Ankara auprès de l'Allemagne, lui demandant de lui livrer des Turcs allemands qui seraient complices du coup d'État, allégation que Berlin dément catégoriquement. Autre différend encore : lorsque la Turquie a refusé l'accès à la base aérienne d'Incirlik à des parlementaires allemands venus la visiter, les troupes et les avions de combat allemands ont été déplacés vers la Jordanie. Le climat s'est encore davantage détérioré lors des élections en Allemagne, quand Erdoğan a appelé les Turcs allemands à ne pas voter pour des partis traditionnels, alléguant qu'ils étaient des « ennemis de la Turquie ». Aux Pays-Bas, en Autriche, en Suède et même en Belgique, nous avons pu constater dans quelle mesure Erdoğan considère et traite les Turcs européens comme ses propres sujets.

Malgré ces points de friction, la Turquie est toujours officiellement candidate à l'adhésion à l'Union européenne. Les négociations sont toutefois entrées dans une impasse lorsque le gouvernement turc a, en 2009, refusé d'ouvrir les ports nationaux aux navires chypriotes. La Commission européenne affirme, à l'heure actuelle, que la Turquie ne satisfait pas aux critères d'adhésion de Copenhague. Elle ajoute attendre une modification de la loi antiterroriste turque ainsi que, plus généralement, le rétablissement de l'état de droit en Turquie. C'est pour les mêmes raisons que la libéralisation du régime de visas pour les citoyens turcs n'est plus du tout à l'ordre du jour. Le président Erdoğan avait cependant espéré obtenir une avancée à ce sujet pendant les négociations

sur l'accord de réadmission des migrants. Toutefois, ce qu'il désire avant tout, c'est une révision de l'union douanière entre l'Union européenne et la Turquie. Bien que les deux parties puissent tirer profit de cette révision, celle-ci est bloquée par l'Allemagne, qui a également pris un certain nombre de mesures unilatérales, telles que la limitation des garanties de crédit octroyées à des entreprises allemandes actives en Turquie, ou encore un suivi plus rapproché des ONG, mosquées et médias turcs, dans l'espoir de peser dans la libération de citoyens allemands incarcérés dans les prisons turques. Ankara interprète l'attitude actuelle de l'Union européenne principalement comme un phénomène passager lié au climat électoral aux Pays-Bas et en Allemagne. Or, en raison du succès du populisme de droite, les dirigeants européens sont davantage incités à adopter une ligne dure à l'encontre de la Turquie.

Depuis le référendum turc sur les modifications de la Constitution organisé en avril 2017, la coopération avec l'Occident se présente davantage sous la forme de transactions ou d'accords et moins sur la base de valeurs partagées. Dans son pays, Erdoğan a les coudées franches pour continuer à détricoter encore les liens sociaux, politiques et culturels avec l'Occident. Après la quasi-suspension de l'état de droit, la tradition séculière prend, elle aussi, un coup dans l'aile : un nouveau curriculum pour écoliers à la sauce musulmane (en partie également destiné aux enfants non musulmans), une séparation croissante entre hommes et femmes dans la vie publique, une propagande islamo-nationaliste dans les médias, la marginalisation de l'héritage de Mustafa Kemal Atatürk, ainsi qu'un discours grandiloquent sur la « Nouvelle Turquie ». En bref, le pays semble dériver toujours plus loin de l'Occident, sans avoir toutefois en ligne de mire la rupture complète. Erdoğan se rend compte que les économies turque, américaine et européenne sont interdépendantes, mais la « Nouvelle Turquie » n'aspire plus à faire partie du camp occidental. Elle souhaite seulement entretenir certains liens en grande partie limités à la sphère économique. De plus, elle désire revêtir le rôle de chef de file moral et politique de catégories sous-représentées du monde musulman. Ankara apparaît plus intéressée par un partenariat avec la Russie et l'Iran, comme cela semblait être le cas en Syrie et à l'occasion du référendum kurde.

### **La réforme des forces armées turques après le coup d'État manqué**

Depuis le coup d'État manqué du 15 juillet 2016, les forces armées turques (les *Türk Silahlı Kuvvetleri*, dans sa forme abrégée « TSK ») traversent une période mouvementée. À la suite de la tentative de coup d'État, quelque 7 500 militaires ont été limogés, dont 4 200 officiers (cent cinquante d'entre eux étant même des officiers généraux). Les purges les plus draconiennes ont eu lieu parmi les forces spéciales et le corps des pilotes, à tel point que l'aviation turque est probablement la seule au monde à compter plus d'avions que de pilotes (avec un rapport de 0,7 pilote par avion, soit moins de la moitié du ratio de 1,5 défini par la norme minimale internationale).

En outre, la récente réforme de la Constitution turque est allée de pair avec une profonde redéfinition des rapports de force entre civils et militaires dans le pays. Tant la gendarmerie que les garde-côtes ont été démilitarisés et relèvent désormais de la compétence du ministère de l'Intérieur. Certains hôpitaux militaires, ports et sites industriels sont également passés sous commandement civil. De plus, le nombre de membres civils au sein du Conseil de sécurité nationale et du Conseil militaire suprême (ayant, entre autres, pour compétence de nommer les officiers généraux) a été considérablement revu à la hausse. Désormais, le président nomme également à sa discrétion le chef

d'état-major, qui relève de son autorité directe. La direction des autres composantes de l'armée relève certes du ministère de la Défense, mais tant le président que le premier ministre peuvent donner des ordres directs aux composantes de l'armée. Bien que la position du chef d'état-major ait été structurellement affaiblie, Erdoğan entretient d'excellents rapports avec celui qui occupe actuellement ce poste, à savoir le général Hulusi Akar, un sympathisant de l'AKP. Les nouveaux chefs des différentes composantes de l'armée sont aussi, en matière d'ancienneté, considérablement plus jeunes, ce qui renforce l'autorité du général Akar. Le risque d'un coup d'État militaire qui menaçait depuis des décennies est ainsi plus faible que jamais. En revanche, les dissensions internes au sein des TSK – celles existant entre les officiers n'étant pas des moindres – sont désormais plus fortes qu'elles ne l'ont jamais été. À court terme, et sans doute aussi longtemps qu'il tiendra les rênes du pouvoir, Erdoğan est sûr de sa position, mais sitôt que l'AKP perdra sa majorité parlementaire (et aussi longtemps que l'armée sera constituée de sympathisants de l'AKP), le risque de coup d'État militaire sera de nouveau présent.

De même, la formation des officiers relève désormais de l'autorité civile. Un certain nombre de collèges militaires ont ainsi été absorbés par l'Université nationale de la Défense, dirigée par un recteur civil. En vertu de l'ancienne Constitution turque, les TSK étaient les gardiennes du caractère séculier de l'État, mais même ce principe a fait l'objet d'une profonde révision. L'enseignement militaire est désormais également ouvert aux diplômés des écoles religieuses Imam Hatip et aux femmes portant le voile, ce qui était impensable auparavant. Un grand nombre de jeunes élèves-officiers auraient également été recrutés sur recommandation directe de membres de l'AKP. En septembre 2017, il a en outre été décidé que, lors d'enterrements militaires, ce ne serait plus la marche funèbre de Chopin qui serait jouée, mais la *Segah Tekbir* ottomane, qui cite certains passages du Coran.

Au sein des TSK, un certain nombre d'officiers sympathisants de l'AKP ont entretemps fait une carrière éclair, ce qui peut avoir des répercussions sur la qualité du commandement et des nouvelles recrues au sein des forces spéciales et du corps des pilotes, unités déjà durement touchées et qui ne peuvent être reconstituées en un tournemain. Les TSK continuent malgré tout de mener des opérations militaires le long de leurs frontières avec la Syrie et l'Irak, ainsi que dans les provinces du sud-est de la Turquie (dont la population est majoritairement kurde). Même si ces opérations ne se sont pas toutes soldées par des triomphes militaires, l'efficacité au combat des TSK ne devrait malgré tout pas en pâtir au niveau structurel. En revanche, l'opération Bouclier de l'Euphrate dans le nord de la Syrie – déclenchée en septembre 2016 – a remonté le moral des troupes après les avanies de juillet 2016. La date du déclenchement de « Bouclier de l'Euphrate » laisse d'ailleurs supposer que le fait de remonter le moral des troupes constituait un des motifs de cette opération.

Il est cependant moins aisé de cerner les implications que toutes ces purges auront sur le long terme. Depuis 2002 déjà, lorsque l'AKP a obtenu pour la première fois une majorité parlementaire, les TSK font l'objet de procès ayant pour toile de fond l'existence d'une supposée société secrète de haut-gradés et d'intellectuels (nommée « Ergenekon ») et de projets tout aussi supposés de coup d'État (« opération Balyoz »). Ces procès ont déclenché une période traumatisante pour les TSK, et il n'est pas impensable que les récentes réformes radicales aiguïseront les dissensions idéologico-politiques parmi les officiers turcs. En effet, les nominations politiques actuelles d'officiers haut-gradés vont à l'encontre de la longue tradition méritocratique des TSK. En août 2017, sept

officiers généraux ont encore été limogés pour être remplacés par des sympathisants de l'AKP au faible mérite militaire.

De nombreux officiers destitués étaient pro-occidentaux et pro-OTAN. Ils ont entretemps été remplacés par des sympathisants de l'AKP affichant, en matière de politique étrangère et de sécurité, davantage d'affinités avec la Russie, l'Iran, l'Inde et la Chine. Pendant des décennies, la classe des officiers turcs a formé une sorte d'État dans l'État. L'orientation de ces officiers était généralement plutôt européenne et séculière mais, étant donné que l'Université nationale de la Défense est désormais ouverte aux femmes portant le voile et aux diplômés des écoles Imam Hatip, la fonction d'officier est désormais accessible à de toutes nouvelles couches de la société turque, ce qui a pour effet positif de combler le fossé traditionnel entre la classe élitiste des officiers et la société turque. En revanche, la réforme actuelle des TSK entraîne la politisation de l'ensemble de la classe militaire, dont les rangs se remplissent de sympathisants de l'AKP. Ce coup porté à l'esprit séculier traditionnel et à la marque kémaliste des officiers a crispé leurs attentes, donnant lieu à des tensions internes.

Enfin, rien ne laisse présager, au niveau du fonctionnement démocratique, une amélioration structurelle des relations entre civils et militaires en Turquie. L'idéologie ainsi que le parti kémalistes n'étaient de toute évidence pas promis à l'éternité, et il en va de même pour l'AKP ; une lutte interne entre factions rivales sera donc inévitable. Pour rappel, le parlement turc n'a pour le moment encore aucune autorité sur le commandement militaire et rien ne laisse supposer que la politique de défense turque sera marquée par davantage de transparence, et encore moins que des débats publics en matière de sécurité et de défense auront lieu à l'avenir. Les civils membres du Conseil de sécurité nationale et du Conseil militaire suprême ne sont d'ailleurs ni des fonctionnaires ni des parlementaires, mais des représentants du gouvernement. En somme, même après ces réformes, les TSK ne devront pas rendre de comptes à la population, ni par la bouche de leurs représentants ni par l'intermédiaire de la presse. Les TSK constituaient auparavant une sorte d'État dans l'État, non élu et hermétique ; cet ancien déficit démocratique a simplement été remplacé par un nouveau. Les TSK se sont en effet, pour l'heure, mués en un appareil de l'AKP, dégage de tout futur résultat des urnes.

## Quelle plus-value la Turquie représente-t-elle pour ses alliés de l'OTAN?

Son statut de membre de l'OTAN n'est pas remis en question à ce jour<sup>iv</sup> ; le seul point qui doit être clarifié est ce que cette qualité de membre signifie concrètement à l'heure actuelle. Par tradition, l'OTAN n'est pas très loquace quant aux évolutions politiques au sein de ses États membres. Le traité de l'Atlantique nord et ses dispositions en matière de sécurité liées à l'article 5 restent la base des relations entre alliés et toute spéculation concernant l'influence de l'évolution politique en Turquie sur l'application de ces dispositions est prématurée.

La Turquie est la deuxième puissance militaire de l'OTAN en matière d'effectifs ; en effet, les TSK comptent autant de militaires d'active que les forces armées du Royaume-Uni et de la France considérées ensemble. Toutefois, ce n'est pas le plus important. Depuis de nombreuses années, l'OTAN s'intéresse surtout à la situation géographique de la Turquie, en particulier aux bases aériennes de Diyarbakir et d'Incirlik, qui constituent depuis la guerre du Golfe en 1990-1991 d'importantes bases arrière pour les opérations des forces occidentales au Moyen-Orient.

## Le positionnement de la Turquie

### État de la question concernant un « allié musulman » au sein de l'OTAN

Cependant, l'atout principal de la Turquie en tant qu'alliée au sein de l'OTAN est sans doute le fait qu'elle soit un grand et important pays musulman constituant un pont entre l'Europe et le Moyen-Orient, entre l'Orient et l'Occident. La Turquie peut être vue comme un pont culturel, économique, géopolitique et stratégique en matière de sécurité.

L'OTAN devrait pouvoir compter sur ce pont afin de poursuivre ses objectifs de manière optimale, en vue de tempérer les sentiments antioccidentaux croissants et de prendre le pouls des sensibilités au Moyen-Orient. Néanmoins, l'évolution actuelle de la situation en Turquie montre qu'un climat antioccidental s'y développe. Dans le monde musulman subsiste une forte rancune à l'égard de l'Occident, souvent liée à un passé non apaisé et à l'enracinement de toutes sortes de clichés au quotidien. Un grand nombre de peuples du Moyen-Orient sont entrés pour la première fois en contact avec la civilisation occidentale à l'époque des croisades. Ensuite, ils sont entrés pour la première fois en contact avec la démocratie à l'époque de la colonisation. Les idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité leur ont semblé particulièrement abstraits, comme si nous allions traiter les musulmans en frères libres et égaux. Ces questions nous semblent faire partie d'un passé révolu, mais tant que, par exemple, la question de la Palestine restera en suspens, de nombreux musulmans continueront de considérer la période coloniale comme n'étant pas encore tout à fait terminée. Ainsi, l'invasion de l'Irak en 2003 a une fois encore confirmé dans l'esprit de beaucoup l'image d'Occidentaux partant à nouveau en croisade.<sup>v</sup>

Il a entre autres été décidé, lors d'un sommet de l'OTAN à Istanbul (en 2004), que l'Organisation du traité de l'Atlantique nord s'attaquerait désormais également au terrorisme. Il convient à ce sujet d'éviter à tout prix de donner l'image d'une OTAN en lutte contre l'islam. Un allié musulman constitue dès lors un atout crucial.<sup>vi</sup>

Le président Erdoğan n'est pas exactement le genre de chef d'État agissant dans un esprit de liberté et de démocratie, principes prônés dans le préambule du traité de l'Atlantique nord, mais il n'est pas impensable que lui succède un jour un président plus modéré (comme cela s'est déjà produit en Iran, par exemple). Par ailleurs, le gouvernement démocratique d'un certain nombre d'autres membres de l'OTAN suscite autant de questions. C'est pourquoi nous devrions réfléchir à deux fois avant de tourner le dos à un membre de l'OTAN chaque fois qu'arrive au pouvoir un gouvernement qui éprouve les limites de la démocratie.

L'OTAN ne peut renier ses propres principes en tolérant les agissements de l'un ou l'autre de ses membres, mais elle dispose de peu de moyens pour ramener sur le droit chemin ceux qui portent atteinte à ces principes. En détournant les yeux lorsque la Turquie est victime de véritables actes de terrorisme et que le parlement turc est bombardé, ses alliés otaniens se rendent en partie responsables de pousser le président Erdoğan dans des bras antioccidentaux. N'oublions pas que, fut un temps, celui-ci avait prôné le sécularisme dans le monde arabe et qu'il avait impressionné les observateurs en prenant résolument les mesures nécessaires pour mettre son pays en conformité avec les critères de l'Union européenne.

Avant de juger, sur la base de la politique d'Erdoğan, que l'OTAN ferait mieux de se défaire de la Turquie, il conviendrait de réfléchir aux conséquences logiques d'une telle décision ; les Russes s'en froteraient les mains et l'Alliance non seulement perdrait un important allié militaire, mais verrait en outre se dresser devant elle un nouvel adversaire musulman.

## Le positionnement de la Turquie

### État de la question concernant un « allié musulman » au sein de l'OTAN

Enfin, le Congrès américain et l'Union européenne sont mieux placés pour répondre au président Erdoğan de façon plus adéquate. Il s'agit en effet d'institutions politiques qui disposent d'un éventail bien plus étendu et efficace de moyens de pression que l'OTAN, qui reste une organisation au pouvoir de coercition essentiellement militaire.

---

<sup>i</sup> Lungescu Oana, [Déclaration de la porte-parole de l'OTAN au sujet de la Turquie](#), communiqué de presse de l'OTAN n° 132, 10 août 2016.

<sup>ii</sup> Stoltenberg Jens, [Déclaration du secrétaire général de l'OTAN à l'occasion du premier anniversaire de la tentative de coup d'État en Turquie](#), communiqué de presse de l'OTAN n° 122, 15 juillet 2017.

<sup>iii</sup> L'homme d'affaires Reza Zarrab (qui possède la quadruple nationalité, notamment iranienne et turque), arrêté aux États-Unis pour contournement des sanctions à l'encontre de l'Iran, blanchiment d'argent et participation à une organisation criminelle, semble entretenir des liens avec les milieux gouvernementaux turcs, liens remontant peut-être jusqu'au président Erdoğan.

<sup>iv</sup> Le traité de l'Atlantique nord ne prévoit d'ailleurs pas l'exclusion d'une partie au traité, mais uniquement l'élargissement (article 10) et la dénonciation volontaire du traité (article 13).

<sup>v</sup> Précédemment, à l'occasion de l'invasion de l'Afghanistan, le président George W. Bush avait explicitement donné à sa « guerre contre le terrorisme » le nom de « croisade » (« This crusade, this war on terrorism is going to take a while ». Cf. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/09/20010916-2.html>).

<sup>vi</sup> *Stricto sensu*, l'Albanie est également un membre de l'OTAN dont la majorité de la population est musulmane, mais le poids géopolitique et militaire de ce pays ne peut être comparé à celui de la Turquie.

*Vous pouvez adresser vos commentaires ou remarques à l'adresse :*  
***irsd-cesd-scvd@mil.be.***

*D'autres publications du Centre d'études de sécurité et défense peuvent être téléchargées sur **notre site Internet.***